

Objectifs de la formation

- Maîtriser les règles applicables aux élections municipales
- Sécuriser chaque étape du scrutin
- Prévenir les irrégularités sanctionnées par le juge
- Comprendre le raisonnement contentieux

Spécificités des élections municipales



Scrutin de proximité.



Faibles écarts de voix
fréquents.



Contentieux très nourri.



Responsabilité accrue des
acteurs locaux.

Fondements juridiques

Code électoral :

- L. 62 à L. 65 (vote – émargement – dépouillement)

- L. 227-1 et suivants (municipales)

- R. 40 à R. 47 (bureaux)

- R. 56 à R. 60 (affichage – identité)

Circulaire INTA2000661J – 16 janvier
2020

Composition du bureau de vote

- Président, au moins deux assesseurs, un secrétaire.
- Deux membres présents en permanence.
- Réf. : art. R. 42 et R. 43 Code électoral

- **⚠ ATTENTION CONTENTIEUX – Irrégularité fréquemment sanctionnée par le juge électoral.**

Rôle des agents communaux



Secrétariat du bureau.



Tenue des documents
électoraux.



Accueil des électeurs.



Neutralité absolue.

Aménagement du bureau de vote

Urne transparente à deux serrures (L. 63).

Isoloirs : 1 pour 300 électeurs (L. 62).

Accessibilité handicap (L. 62-2).

Affichage obligatoire (R. 56).

Documents obligatoires

Liste d'émargement (L. 62-1).

Procès-verbal en deux exemplaires.

Registre des procurations (R. 76-1).

Arrêtés et circulaires.

Avant l'ouverture du scrutin

Urne vide constatée
publiquement.

Égalité enveloppes /
électeurs inscrits.

Répartition des clés.

Mention au PV.

Parcours de l'électeur

Enveloppe → isoler
→ contrôle identité →
urne → émargement.

Ordre impératif (L.
62).

Contrôle d'identité

Obligatoire $\geq 1\ 000$
habitants (R. 60).

Carte électorale
facultative.

Sans pièce valide : refus
du vote.

CE, 14 sept. 1983, Antony.

Émargement – point critique

- Signature personnelle à l'encre (L. 62-1).
- Formalité substantielle.
- Mention obligatoire en cas d'impossibilité.
- CE, 30 déc. 2021, n° 449430.

- **⚠ ATTENTION CONTENTIEUX – Irrégularité fréquemment sanctionnée par le juge électoral.**

Vote par procuration

Mention sur la
liste.

Mandant ne
doit pas avoir
voté.

Procuration
absente = vote
interdit.

Incidents pendant le vote

Décision collective du bureau.

Information du président.

Mention systématique au PV.

Dépouillement



SCRUTATEURS
ÉLECTEURS.



LECTURE PUBLIQUE.



VÉRIFICATION
ÉMARGEMENTS /
ENVELOPPES (L. 65).

Procès-verbal

- Acte juridique central.
 - Base exclusive du contentieux.
 - Tout incident doit y figurer.
- ⚠ ATTENTION
CONTENTIEUX –
Irrégularité
fréquemment
sanctionnée par le
juge électoral.

Erreurs entraînant l'annulation

Émargement
irrégulier.

Bureau
incomplet.

Atteinte au
secret du
vote.

PV incomplet.

Message clé

Neutralité – Rigueur –
Traçabilité.

Les agents sont des garants
essentiels du scrutin municipal.

Check-list contentieuse du juge (Conseil d'État)



LE JUGE EXAMINE :



1. EXISTENCE D'UNE
IRRÉGULARITÉ ?



2. RÈGLE
SUBSTANTIELLE OU
SECONDAIRE ?



3. IRRÉGULARITÉ
PROUVÉE PAR LE PV ?



4. INFLUENCE POSSIBLE
SUR LA SINCÉRITÉ DU
SCRUTIN ?

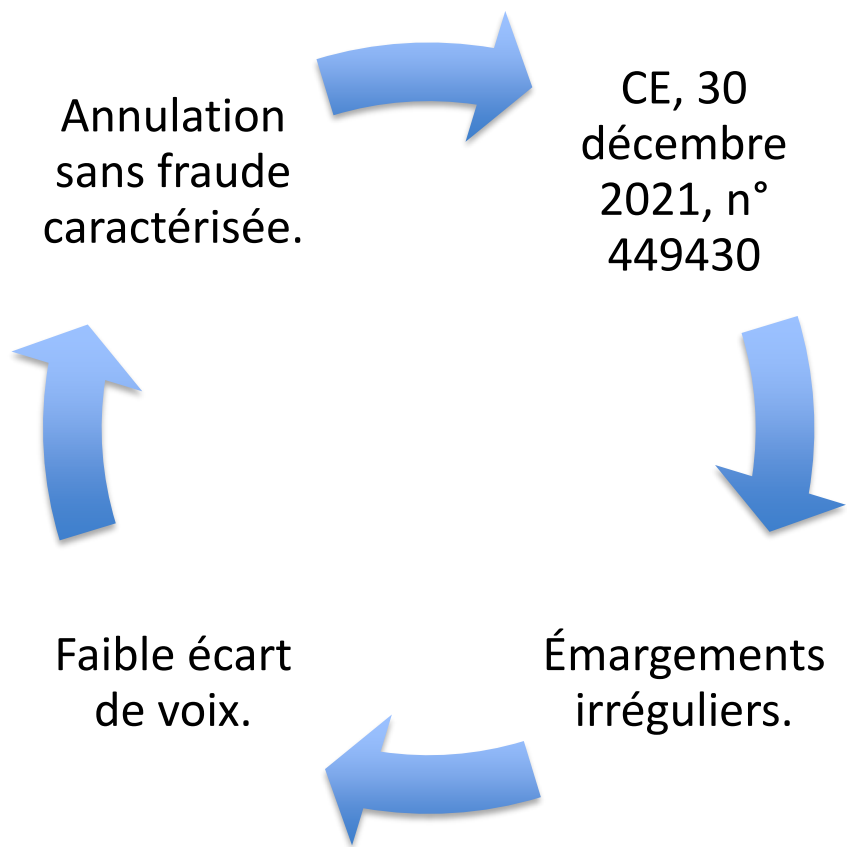


5. ÉCART DE VOIX
ENTRE LES LISTES ?



⇒ ANNULATION SI
DOUTE SÉRIEUX SUR LA
SINCÉRITÉ.

Exemple d'annulation municipale n°1



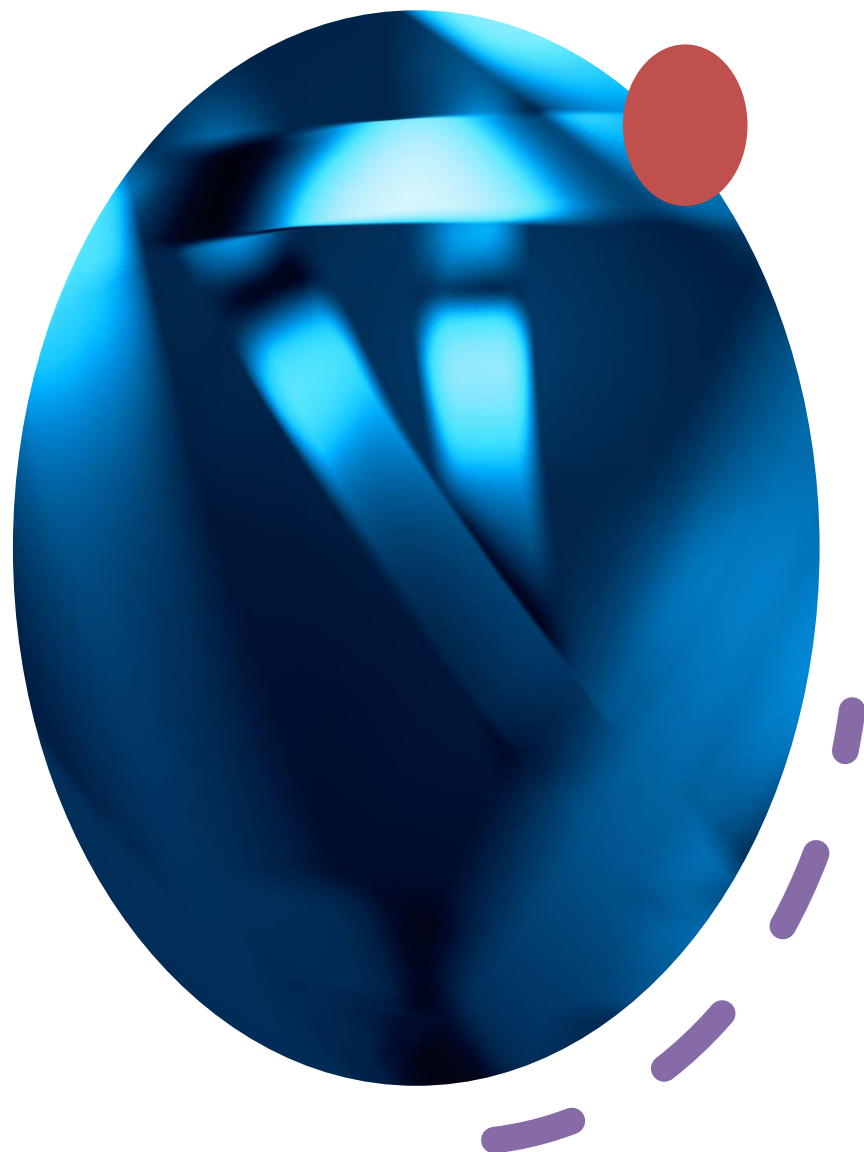
Exemple d'annulation municipale n°2

CE, 29 décembre 1989,
Fontaine-le-Comte

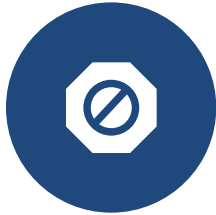
Erreurs dans la tenue de la
liste.

Irrégularités matérielles
répétées.

Annulation du scrutin.



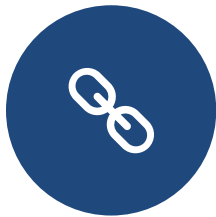
Lecture AGENTS – Ce que vous devez faire



APPLIQUER
STRICTEMENT LA
PROCÉDURE.



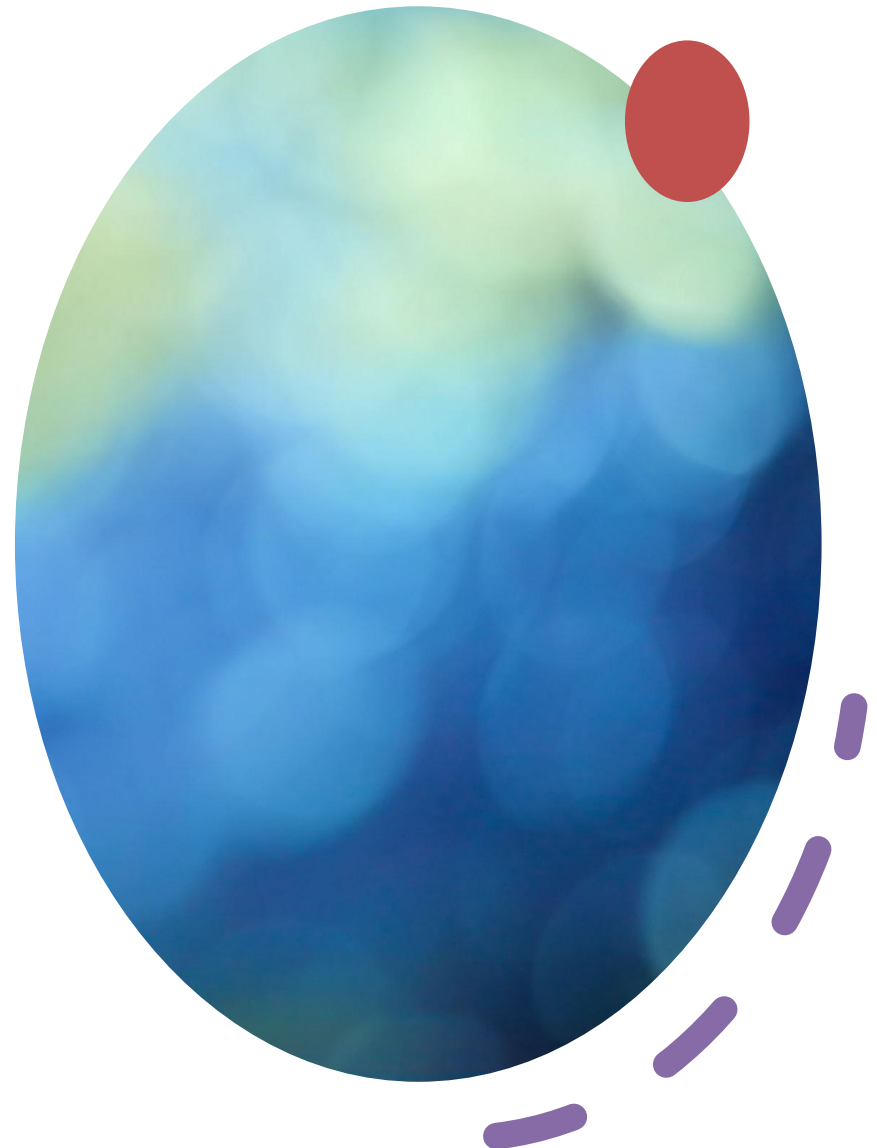
NE JAMAIS DÉCIDER
SEUL.



TRACER TOUS LES
INCIDENTS.



RESPECTER
NEUTRALITÉ ET
SECRÉT DU VOTE.



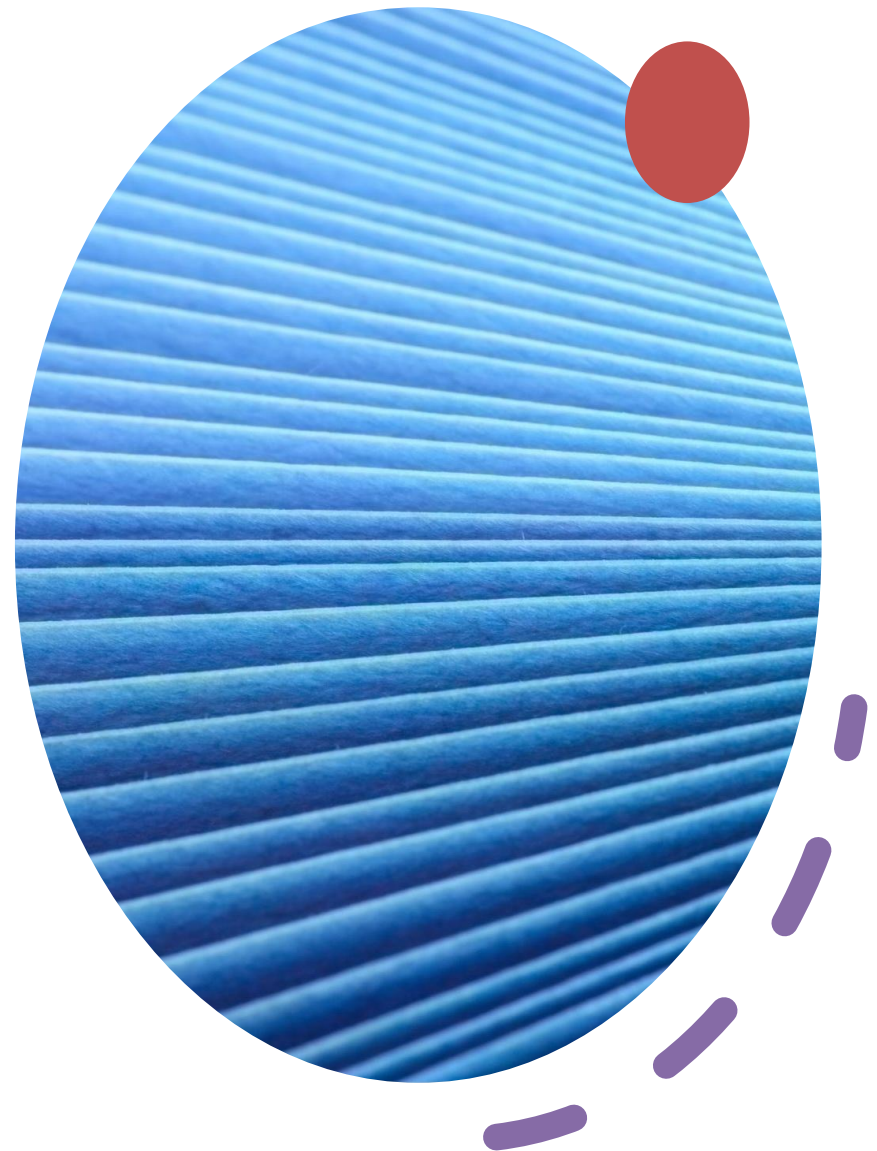
Lecture ÉLUS – Ce que le juge attend

Organisation irréprochable.

Présence effective du bureau.

PV complet et circonstancié.

Absence de doute sur la sincérité.



Références complètes – Élections municipales

TEXTES :

- Code électoral :
L. 62 à L. 65 ; L.
227-1 s. ; R. 40 à R.
60

- Loi n° 2005-102
du 11 février 2005

- Circulaire
INTA2000661J – 16
janvier 2020

- Guide du bureau
de vote – La
Documentation
française, 2024

JURISPRUDENCE (CE) :

- CE, 14 sept.
1983, Antony

- CE, 29 déc. 1989,
Fontaine-le-Comte

- CE, 30 déc. 2021,
n° 449430

